Informations de base

2025/2855(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation en Colombie après la vague d'attentats terroristes récents **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général 7.30.20 Lutte contre le terrorisme **Zone géographique** Colombie	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
09/09/2025	Débat en plénière		
11/09/2025	Décision du Parlement	T10-0200/2025	Résumé
11/09/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2025/2855(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B10-0366/2025	05/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0368/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0370/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0375/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0378/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0380/2025	08/09/2025	
Proposition de résolution		B10-0384/2025	08/09/2025	

Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0200/2025	11/09/2025	Résumé

Résolution sur la situation en Colombie après la vague d'attentats terroristes récents

2025/2855(RSP) - 11/09/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 355 voix pour, 173 contre et 15 abstentions, une résolution sur la situation en Colombie après la vague d'attentats terroristes récents.

Le texte adopté en plénière a été présenté par les groupes PPE, ECR et Renew.

Malgré l'accord de paix de 2016, l'escalade actuelle de la violence et des attentats terroristes est alarmante et étroitement liée à des groupes armés illégaux tels que l'ELN (Armée de libération nationale) et les dissidents des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Ces groupes tirent profit du trafic de drogue, de l'extorsion, des enlèvements, de l'exploitation minière illégale et de la contrebande transfrontalière, utilisant ces revenus pour financer le terrorisme et les attaques contre la population civile, et employant des méthodes de plus en plus sophistiquées telles que des drones chargés d'explosifs.

Le Parlement a condamné avec la plus grande fermeté cette violence ainsi que l'assassinat du sénateur colombien et candidat à la présidence Miguel Uribe Turbay. Il a appelé les autorités à enquêter de manière approfondie sur ces attentats terroristes, y compris l'assassinat de Miguel Uribe Turbay, afin que les auteurs puissent être traduits en justice.

En outre, le Parlement a pris note de la prolifération et de la consolidation du crime organisé et des activités terroristes aveugles dans les régions colombiennes frontalières du Venezuela. Ce lien transfrontalier alimente non seulement le terrorisme et renforce les groupes insurgés et dissidents colombiens, mais constitue également une menace directe pour la stabilité régionale, la gouvernance démocratique et la souveraineté de la Colombie.

Dans ce contexte, la résolution a exhorté les autorités colombiennes à :

- enquêter sur le financement des cartels et à poursuivre les collaborateurs en Colombie, notamment en suivant et en perturbant les flux financiers transnationaux utilisés par les cartels qui transitent par les banques, les mines d'or et les sociétés écrans, moderniser la surveillance et intensifier les opérations de lutte contre le trafic de drogue, et renforcer la coopération régionale et les mécanismes de partage de renseignements;

- prévenir l'escalade de la violence, en renforçant les mesures de sécurité et en s'abstenant d'exacerber la polarisation dans le pays par des déclarations incendiaires;

- protéger les acteurs politiques, les personnalités publiques, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et tous les citoyens qui exercent leurs droits démocratiques;

- garantir une communication transparente de la part des institutions, des ressources suffisantes pour les autorités électorales et des mesures de sécurité solides afin que les prochaines élections de 2026 se déroulent de manière libre et sûre.

Les députés ont également exprimé leur préoccupation face à la persistance de l'impunité et aux obstacles à l'accès à la justice dans les cas de violations graves des droits de l'homme et d'abus.

Enfin, le Parlement a appelé l'UE à renforcer son soutien politique, financier et technique au processus de paix colombien et à refléter cet engagement dans le prochain cadre financier pluriannuel.